Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 11

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Lunedì, 14 gennaio 1952 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale" veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa") e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa") sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1951

1952

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 luglio 1951, n. 1554.

Accordo cinematografico italo-francese concluso a Parigi il 19 ottobre 1949 e relativo scambio di Note effettuato a Parigi il 6 marzo 1950.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Presidente del Consiglio dei Ministri e con i Ministri per il tesoro, per le finanze, per l'industria e commercio e per il commercio con l'estero;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo cinematografico italo-francese concluso a Parigi il 19 ottobre 1949 ed al relativo scambio di Note effettuato a Parigi il 6 marzo 1950.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 19 ottobre 1949.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Caprarola, addì 30 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — LA MALFA — CAMPILLI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 *gennaio* 1952
Atti del Governo, registro n. 49, *foglio n.* 6. — FRASCA

Accord cinématographique franco-italien signé à Paris le 19 octobre 1949

La Délégation Cinématographique italienne et la Délégation Cinématographique française, ayant examiné tous les problèmes intéressant les deux industries, se sont efforcées de rechercher des solutions équitables en tenant compte, d'une part des différences de législation existant dans les deux Pays, d'autre part du désir qui les animait d'éliminer, autant que possible, toutes les difficultés pouvant s'opposer à la réalisation d'une étroite entente.

Elles sont parvenues aux résultats qui sont consignés dans les textes ci-après, et qui représentent, dans l'état des possibilités actuelles, les solutions les plus favorables aux intérêts des deux industries.

Les deux Délégations sont tombées d'accord pour se rencontrer de nouveau et reviser la présente convention dès que la réalisation de l'Union Douanière entre la France et l'Italie permettra de prendre, de part et d'autre, des dispositions encore plus favorables aux intérêts mutuels de la cinématographie italienne et de la cinématographie française.

TITRE I

Régime de coproduction

Les deux Délégations ont estimé qu'il était souhaitable de faciliter par tous moyens la coproduction de films de qualité, comportant généralement un devis élévé plus facile à supporter si la charge en est répartie entre différents producteurs. L'idée essentielle est que ces films devraient être d'une valeur telle qu'ils puissent servir l'expansions des films français et des films italiens dans le monde.

Conditions des coproductions.

Ces coproductions doivent répondre aux conditions suivantes:

I. Elles seront jumelées, c'est-à-dire qu'à chaque film en coproduction réalisé en Italie doit correspondre un film en coproduction réalisé en France, et réciproquement.

Pour assurer la sanction de cette obligation, il est convenu ce qui suit: Si le premier film de la coproduction jumelée est réalisé en France, il ne pourra bénéficier, en Italie, des avantages analysés ci-après que si le second film de la coproduction est effectivement entrepris au plus tard six mois après la première projection du premier film en Italie. Si le premier film de la coproduction jumelée est réalisé en Italie, il ne pourra bénéficier, en France, des avantages analysés ci-après que si le second film est effectivement entrepris au plus tard neuf mois après l'obtention, par le premier, du visa de censure.

Dans les deux cas, on considérera le film comme effectivement entrepris à la fin de la première semaine de tournage.

Dès que cette condition sera réalisée, tous les avantages du régime de la coproduction s'appliqueront intégralement et rétroactivement.

Exceptionnellement, pourra être exonéré de l'obligation ci-dessus définie, tout film présentant un équilibre absolu entre Français, et Italiens dans tous les éléments de la production (participation financière, équipes artistiques, travail en studio etc.). De tels films seront considérés comme réunissant en un seul, les deux éléments d'une coproduction jumelée.

II. Les deux films de la coproduction jumellée seront équivalents. Pour apprécier cette équivalence, on prendra pour base, en principe, le montant du devis. Ce devis devra être reconnu exact: pour les dépenses à faire en France, par le Centre National de la Cinématographie et pour les dépenses à faire en Italie, par la Direction Général du Spectacle.

III. Pour éviter les coproductions fictives, il est convenu que la participation minoritaire devra atteindre au moins 30 % du devis.

IV. Les recettes seront, normalement, partagées au prorata des apports respectifs. Les modalités commerciales de ce partage seront librement débattues entre les parties. Tant que ces modalités resteront soumises à l'agrément des autorités compétentes des deux pays, et notamment aux Offices des Changes, la Direction Générale du Spectacle en Italie et le Centre National de la Cinématographie en France, agiront auprès de ces autorités pour faciliter aux intéressés l'obtention des autorisations requises.

Chaque partie fera son affaire du rapatriement en devises de la part qui lui est attribuée sur les recettes à provenir des pays tiers pour l'exploitation du film coproduit.

Des aménagements pourront être autorisés dans le cas où l'intêret commun le commanderait.

V. Le générique et la publicité des films entrant dans le cadre des présents accords devront obligatoirement comporter: en Italie, la mention « une coproduction italo-française »; en France, la mention « une coproduction franco-italienne ».

VI. Les films coproduits seront présentés dans les festivals internationaux sous l'étiquette définie au paragraphe ci-dessus dans la version choisie de commun accord entre le coproducteurs. Le Centre National de la Cinématographie et la Direction Générale du Spectacle s'efforceront conjointement de faire accepter ces films en dehors des contingents accordés à chaque pays pour la présentation de ces films purement nationaux.

VII. Dans chacun des deux pays — et sauf exception dont l'opportunité serait examinée cas par cas — le film sera réalisé avec des équipes entièrement nationales, en ce qui concerne les techniciens, les travailleurs du film et les rôles secondaires.

Par contre, pour marquer le caractère de coopération effective sur le plan de la création artistique des films coproduits, un équilibre doit s'établir, pour chaque film, entre les éléments français et italiens suivants: Auteurs, Scénaristes, Adaptateurs, Dialoguistes, Metteurs en scène, Rôles principaux.

En particulier, les deux départements suivants de chaque production doivent comporter à la fois des éléments français et des éléments italiens.

1) Le département scénario (auteurs du sujet, adaptateurs, dialoguistes, etc.)

2) Le département interprétation (Rôles principaux).

Exceptionnellement, les deux Directions Générales pourront admettre, de commun accord, la présence d'une vedette n'appartenant à aucune des deux nationalités.

D'autre part, pour chacun des films de la coproduction jumelée, on pourra choisir librement soit un metteur en scène italien, soit un metteur en scène français.

On considérera comme français ou italiens, au sens des accords, les auteurs, techniciens et artistes travaillant régulièrement en France ou en Italie.

En principe, certaines scènes, dont la réalisation en une seule version risquerait de dénaturer le caractère national du film dans l'autre pays, devront être réalisées en double version.

VIII. En vue d'assurer le respect des conditions définies ci-dessus, chaque film entrant dans le régime de la coproduction jumelée devra, pour bénéficier des avantages qui vont être énumérés, être autorisé à la fois par la Centre National de la Cinématographie et par la Direction Générale du Spectacle, qui se consulteront réciproquement avant de notifier leurs décisions aux intéressés.

Avantages reciproques.

Les coproductions répondant aux conditions ci-dessus définies, bénéficieront des avantages suivants:

De la part des autorités françaises

I. — *En ce qui concerne les films en coproduction réalisés en France*

a) Ils bénéficieront du privilège du quota à l'écran.

b) Ils auront vocation aux crédits bancaires et notamment à ceux qui sont consentis par le Crédit National, au même titre que les productions purement françaises.

c) Ils bénéficieront de la loi d'aide temporaire à l'industrie cinématographique, conformément aux stipulations de cette loi.

II. — *En ce qui concerne les films en coproduction réalisés en Italie*

a) Ils pourront être librement exploités en France, en dehors des contingents, s'agissant de film en version française originale.

b) Ils auront vocation aux crédits bancaires et notamment à ceux qui sont consentis par le Crédit National, au même titre que les productions réalisées en France.

c) Ils bénéficieront de la loi d'aide temporaire à l'industrie cinématographique selon les stipulations de cette loi et en vertu des pouvoirs de dérogation exceptionnelle accordés au Directeur Général du Centre National de la Cinématographie.

De la part des autorités italiennes

Il est préalablement exposé par la Délégation Italienne que les divers avantages accordés aux films italiens ne peuvent, sous l'empire de la législation actuelle, s'appliquer aux coproductions. Elle proposera les modifications nécessaires pour permettre d'en étendre le bénéfice aux films en coproduction qui répondent aux conditions analysées ci-dessus. Le présent accord prendra donc effet, en ce qui concerne le régime des coproductions, du jour de l'entrée en vigueur de ces modifications.

Sous cette réserve, la Délégation italienne déclare que les mesures suivantes s'appliqueront indistinctement tant aux films en coproduction qui seront réalisés en Italie, qu'à ceux qui seront réalisés en France.

a) Ils auront vocation aux crédits bancaires et notamment à ceux qui sont consentis par la Banca Nazionale del Lavoro (Crédit Cinématographique) au même titre que les autres productions italiennes.

b) Ils bénéficieront intégralement de toutes les primes accordées aux films italiens.

c) Ils bénéficieront du quota à l'écran.

DE LA PART DES AUTORITÉS DES DEUX PAYS

Toutes facilités seront accordées pour l'importation ou la réexportation, dans chaque pays, du matériel nécessaire à la réalisation des films coproduits (pellicule vierge ou impressionnée, matériel, costumes, éléments de décor, etc.) ainsi que pour le séjour et la circulation du personnel artistique, administratif et tecnique, collaborant à ces coproductions.

Par extension, les mêmes facilités seront accordées dans les deux Pays, même s'il s'agit de productions purement italiennes ou purement françaises.

Durée de l'accord sur les coproductions.

Le régime de la coproduction jumelée qui entrera en vigueur comme il est défini ci-dessus, restera valable pendant une période allant jusqu'au 1° octobre 1951, renouvelable. Tous les films autorisés avant cette date bénéficieront de ce régime.

TITRE II

Régime de l'échange des films impressionnés

I

a) En ce qui concerne l'importation dans chacun des deux Pays des films impressionnés en provenance de l'autre, les deux Délégations sont d'accord pour recommander à leurs Gouvernements respectifs de ne pas modifier les chiffres actuellement en vigueur en vertu des accords commerciaux.

b) Les films coproduits ne s'imputeront pas sur les contingents qui sont ou seront fixés.

c) Les recettes provenant de l'exploitation des films français en Italie et des films italiens en France, seront, de part et l'autre, librement transférées dans le cadre de l'accord de paiement.

La Direction Générale du Spectacle en Italie, et le Centre National de la Cinématographie en France, interviendront auprès des organismes compétents pour faciliter ces transferts, comme pour maintenir, au profit des intéressés, la faculté d'investir, dans la production cinématographique, les sommes non transférées.

II

Le Centre National de la Cinématographie examinera, de façon libéral, les demandes d'autorisation d'exploitation des films musicaux, pour lesquels le problème de doublage se pose de façon particulière.

III

Les films italiens, susceptibles d'être exploités en France, jouiront, pour la répartition de la pellicule vierge, du régime le plus favorable.

TITRE III

Dispositions générales

I

Les plus grandes facilités seront données, de part et d'autre, pour l'echange des films d'archives (notamment entre la Cinémathèque française et les Cinémathèques italiennes) ainsi que les films culturels, scientifiques et touristiques, destinés à une exploitation non commerciale.

Pour les Actualités, le système d'échange entre les Sociétés autorisées sera maintenu.

II

La Direction Générale du Spectacle et le Centre National de la Cinématographie se communiqueront, de façon régulière, tous les textes législatifs et réglementaires intéressant l'industrie cinématographique.

III

Les deux Délégations recommanderont à leurs Gouvernements respectifs de prendre conjointement toutes initiatives tendant à créer une organisation internationale de la cinématographie.

IV

Dans le cas où l'un des deux pays viendrait à prendre une disposition d'ordre législatif ou réglementaire susceptible d'avoir une répercussion sur l'application du present accord, qui a pour but de resserrer les liens cinématographiques entre les deux pays, la partie qui s'estimerait désavantagée provoquera une réunion extraordinaire de la Commission Mixte prévue à l'article suivant, pour adapter éventuellement la partie de l'accord affectée par ces dispositions.

Pendant la durée du présent accord, et indépendamment du cas ci-dessus prévu, une Commission Mixte sera convoquée tous les six mois: alternativement en Italie à l'initiative de la Direction Générale du Spectacle, et en France à l'initiative du Centre National de la Cinématographie. Chacune des deux Délégations à cette Commission Mixte sera en principe composée par le Directeur Général de l'Organisme dirigeant la Cinématographie, assisté d'un fonctionnaire de cet Organisme et de deux experts représentant les Organisations professionnelles.

Les deux Délégations s'engagent à recommander, à leurs Gouvernements respectifs de faire mention du présent accord dans le prochain traité de Commerce.

Les deux parties s'engagent à favoriser l'echange de personnel et de matériel technique, afin de servir l'amélioration de l'industrie cinématographique dans les deux Pays.

Sauf en ce qui concerne le régime de la coproduction, pour lequel une durée particulière a été définie, le présent accord prend effet à compter de ce jour, et restera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1951.

Il annule et remplace l'Accord Cinématographique signé à Rome le 21 février 1949.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 19 octobre 1949.

Pour le Centre National de la Cinématographie
Le Directeur Général
MICHEL FOURRE-CORMERAY

Pour la Direction Générale du Spectacle
Le Directeur Général
NICOLA DE PIRRO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Paris, le 6 mars 1950

Monsieur le Directeur Général,

En relation à la Convention de la technico-cinématographie du 29 octobre 1946 et à l'accord cinématographique du 19 octobre 1949, signé à Paris, j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement français et le Gouvernement italien sont d'accord sur ce qui suit:

1) Faciliter par tous les moyens la coproduction de films de qualité jumelée aux conditions prévues per le texte officiel de l'accord cinématographique franco-italien *B* signé à Paris le 19 octobre 1949.

2) Les deux films de la production jumelée seront équivalents.

3) Pour éviter les coproductions fictives il est convenu que la participation minoritaire devra atteindre au moins 30 % du devis.

4) Les recettes seront normalement partagées au prorata des apports respectifs.

5) Le générique et la publicité des films, entrant dans le cadre s présents accords, devront comporter la mention « coproduction franco-italienne » en France.

6) Les films coproduits seront présentés dans les festivals internationaux.

7) Dans chacun des deux pays le film sera réalisé avec des équipes entièrement nationales, avec des exceptions prises de commun accord par les deux Directions Générales.

8) Chaque film devra être autorisé à la fois par le Centre National de la Cinématographie et par la Direction Générale du Spectacle.

9) Les coproductions, répondant aux conditions ci-dessus définies, bénéficieront des avantages suivants:

De la part des Autorités françaises:

Les films en coproduction réalisés en France jouiront du privilège du quota à l'écran, auront vocation aux crédits bancaires au même titre que les productions purement françaises et bénéficieront de la loi d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Les films en coproduction réalisés en Italie pourront être librement exploités en France, en dehors des contingents, lorsqu'il s'agit de films en version française originale; ils auront vocation aux crédits bancaires et bénéficieront de la loi d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

De la part des Autorités italiennes:

Sous réserve d'obtenir des modifications nécessaires pour permettre d'étendre les divers avantages accordés aux films italiens et même aux films en coproduction, le Gouvernement italien déclare que les films en coproduction réalisés en Italie ou en France, auront vocation aux crédits bancaires, jouiront intégralement de toutes les primes accordées aux films italiens et bénéficieront également du quota à l'écran.

De la part des Autorités des deux Pays:

On accordera toutes facilités dans chaque Pays pour l'importation et la réexportation du matériel nécessaire à la réalisation des films coproduits ou de production purement italienne ou française, ainsi que pour le séjour et la circulation des personnels.

10) Le régime de la coproduction jumelée restera valable jusqu'au 1er octobre 1951, renouvelable. Tous les films autorisés bénéficieront de ce régime.

11) Les deux Gouvernements sont d'accord de ne pas modifier les chiffres actuellement en vigueur concernant, en vertu des accords commerciaux, l'importation dans chacun des deux Pays des films impressionnés en provenance de l'autre, tandis que les films coproduits ne s'imputeront pas sur les contingents qui sont ou seront fixés et les recettes seront librement transférées de part et d'autre, dans le cadre de l'accord de paiement.

12) Tandis que le Centre National de la Cinématographie examinera de façon libérale les demandes d'autorisation d'exploitation des films musicaux, les films italiens, susceptibles d'être exploités en France, jouiront du régime le plus favorable.

13) Les plus grandes facilités seront données, de part et d'autre, pour l'echange des films d'archives, culturels, scientifiques et touristiques, tandis que sera maintenu le système d'échange pour les Actualités.

14) Les deux Gouvernements feront tout leur possible pour prendre conjointement toutes initiatives tendant à créer une organisation internationale de la cinématographie.

15) Une Commission Mixte sera convoquée tous les six mois ou pourra être convoquée pour examiner les différends qui pourraient surgir de l'interpretation des présent accords.

16) L'Accord cinématographique signé à Paris le 19 octobre 1949 annule et remplace l'accord cinématographique signé à Rome le 21 février 1949. Prenant effet à compter du 19 octobre 1949, il restera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1951.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Directeur Général, si vous vouliez bien me confirmer l'accord du Gouvernement français sur ce qui précède.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Monsieur Michel FOURRE CORMERAY
Directeur Général du Centre National de la Cinématographie Française — PARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Paris, le 6 mars 1950

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu adresser à M. le Directeur Général du Centre National de la Cinématographie, la communication suivante:

« En relation à la Convention de la technico-cinématographie du 29 octobre 1946 et à l'accord cinématographique du 19 octobre 1949, signé à Paris, j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement français et le Gouvernement italien sont d'accord sur ce qui suit:

1) Faciliter par tous les moyens la coproduction de films de qualité jumelée aux conditions prévues per le texte officiel de l'accord cinématographique franco-italien *B* signé à Paris le 19 octobre 1949.

2) Les deux films de la production jumelée seront équivalents.

3) Pour éviter les coproductions fictives il est convenu que la participation minoritaire devra atteindre au moins 30 % du devis.

4) Les recettes seront normalement partagées au prorata des apports respectifs.

5) Le générique et la publicité des films, entrant dans le cadre des présents accords, devront comporter la mention « coproduction franco-italienne » en France.

6) Les films coproduits seront présentés dans les festivals internationaux.

7) Dans chacun des deux pays le film sera réalisé avec des équipes entièrement nationales, avec des exceptions prises de commun accord par les deux Directions Générales.

8) Chaque film devra être autorisé à la fois par le Centre National de la Cinématographie et par la Direction Générale du Spectacle.

9) Les coproductions, répondant aux conditions ci-dessus définies, bénéficieront des avantages suivants:

De la part des Autorités françaises:

Les films en coproduction réalisés en France jouiront du privilège du quota à l'écran, auront vocation aux crédits bancaires au même titre que les productions purement françaises et bénéficieront de la loi d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Les films en coproduction réalisés en Italie pourront être librement exploités en France, en dehors des contingents, lorsqu'il s'agit de films en version française originale; ils auront vocation aux crédits bancaires et bénéficieront de la loi d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

De la part des Autorités italiennes:

Sous réserve d'obtenir des modifications nécessaires pour permettre d'étendre les divers avantages accordés aux films italiens et même aux films en coproduction, le Gouvernement italien déclare que les films en coproduction réalisés en Italie ou en France, auront vocation aux crédits bancaires, jouiront intégralement de toutes les primes accordées aux films italiens et bénéficieront également du quota à l'écran.

De la part des Autorités des deux Pays:

On accordera toutes facilités dans chaque Pays pour l'importation et la réexportation du matériel nécessaire à la réalisation des films coproduits ou de production purement italienne ou française, ainsi que pour le séjour et la circulation des personnels.

10) Le régime de la coproduction jumelée restera valable jusqu'au 1er octobre 1951, renouvelable. Tous les films autorisés bénéficieront de ce régime.

11) Les deux Gouvernements sont d'accord de ne pas modifier les chiffres actuellement en vigueur concernant, en vertu des accords commerciaux, l'importation dans chacun des deux Pays des films impressionnés en provenance de l'autre, tandis que les films coproduits ne s'imputeront pas sur les contingents qui sont ou seront fixés et les recettes seront librement transférées de part et d'autre, dans le cadre de l'accord de paiement.

12) Tandis que le Centre National de la Cinématographie examinera de façon libérale les demandes d'autorisation d'exploitation des films musicaux, les films italiens, susceptibles d'être exploités en France, jouiront du régime le plus favorable.

13) Les plus grandes facilités seront données, de part et d'autre, pour l'echange des films d'archives, culturels scientifiques et touristiques, tandis que sera maintenu le système d'échange pour les Actualités.

14) Les deux Gouvernements feront tout leur possible pour prendre conjointement toutes initiatives tendant à créer une organisation internationale de la cinématographie.

15) Une Commission Mixte sera convoquée tous les six mois ou pourra être convoquée pour examiner les différends qui pourraient surgir de l'interpretation des présent accords.

16) L'Accord cinématographique signé à Paris le 19 octobre 1949 annule et remplace l'accord cinématographique signé à Rome le 21 février 1949. Prenant effet à compter du 19 octobre 1949, il restera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1951.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Directeur Général, si vous vouliez bien me confirmer l'accord du Gouvernement français sur ce qui précède.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération très distinguée ».

En accord avec M. le Directeur Général du Centre National de la Cinématographie française, j'ai l'honneur de vous faire part de l'accord du Gouvernement français sur le texte qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma plus haute considération.

Son Excellence
Monsieur QUARONI
Ambassadeur d'Italie PARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 4 novembre 1951, n. 1555.

Erezione in Comune autonomo delle frazioni Alberi, Antognano, Carignano, Corcagnano, Gaione, Panocchia, San Ruffino e Vigatto con capoluogo e denominazione Vigatto, prima facenti parte del comune di Parma.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBBLICA

Vista la domanda con la quale la maggioranza dei contribuenti delle frazioni Alberi, Antognano, Carignano, Corcagnano, Gaione, Panocchia, San Ruffino e Vigatto, già costituenti il comune di Vigatto soppresso ed aggregato a quello di Parma, chiede che le frazioni stesse siano distaccate da quest'ultimo Comune e ricostituite in Comune autonomo, con capoluogo e denominazione Vigatto;

Viste le deliberazioni, rispettivamente in data 14 ottobre 1950 e 3 febbraio 1951, con le quali il Consiglio comunale e la Deputazione provinciale di Parma hanno espresso parere in ordine alla domanda suddetta;

Udito il Consiglio di Stato, Sezione I, il cui parere favorevole emesso nell'adunanza del 25 settembre 1951, si intende nel presente decreto riportato;

Visti gli articoli 33 e 35 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Sulla proposta del Ministro per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Le frazioni Alberi, Antognano, Carignano, Corcagnano, Gaione, Panocchia, San Ruffino e Vigatto sono distaccate dal comune di Parma e ricostituite in unico Comune autonomo, con capoluogo e denominazione Vi-

gatto e con la preesistente circoscrizione territoriale, risultante dalla pianta planimetrica annessa al presente decreto.

Art. 2.

Il Prefetto di Parma, sentita la Giunta provinciale amministrativa, provvederà al regolamento dei rapporti patrimoniali e finanziari tra i Comuni interessati, nonchè alla ripartizione tra gli stessi, previo parere delle rispettive Amministrazioni, del personale attualmente in servizio presso il comune di Parma.

Il riparto sarà fatto in proporzione sia al numero che ai gradi dei posti assegnati ai Comuni predetti anteriormente alla loro fusione, salvo l'esercizio successivo da parte dei Comuni stessi della facoltà di revisione degli organici, secondo le norme di cui al decreto legislativo luogotenenziale 18 gennaio 1945, n. 48, e con l'osservanza, per quanto concerne il trattamento economico, delle disposizioni contenute nell'art. 228 del testo unico 3 marzo 1934, n. 383, della legge comunale e provinciale.

Al personale in servizio presso il comune di Parma, che sarà inquadrato negli organici di cui al primo comma, sarà mantenuto « ad personam » il trattamento economico fruito all'atto dell'inquadramento.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 4 novembre 1951

EINAUDI

SCELBA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 8. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 dicembre 1951, n. 1556.

Integrazione della tabella, approvata con regio decreto 6 dicembre 1923, n. 2657, indicante le occupazioni che richiedono un lavoro discontinuo o di semplice attesa o custodia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBBLICA

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Visto l'art. 3 del regio decreto-legge 15 marzo 1923, n. 692, relativo alla limitazione dell'orario di lavoro per gli operai ed impiegati delle aziende industriali o commerciali di qualunque natura;

Visto l'art. 6 del regolamento per l'applicazione del decreto-legge suddetto, approvato con regio decreto 10 settembre 1923, n. 1955;

Visto il regio decreto 6 dicembre 1923, n. 2657, e successive modificazioni, concernente la tabella delle lavorazioni discontinue o di semplice attesa o custodia alle quali è inapplicabile il suddetto decreto n. 692;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale;

Decreta:

Art. 1.

Alla tabella indicante le occupazioni che richiedono un lavoro discontinuo o di semplice attesa o custodia, approvata con regio decreto 6 dicembre 1923, n. 2657, è aggiunta la seguente voce n. 44:

« Operai addetti esclusivamente alla sorveglianza dei generatori di vapore con superficie non superiore a 50 mq. quando, nella particolarità del caso, detto lavoro abbia carattere di discontinuità, accertato dall'Ispettorato del lavoro ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 dicembre 1951

EINAUDI

DE GASPERI — RUBINACCI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 2. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 settembre 1951, n. 1557.

Soppressione del Consolato di 1ª categoria in Nantes e del Vice consolato di 1ª categoria in Lilla; istituzione di un Vice consolato di 1ª categoria in Nantes, di un Consolato di 1ª categoria in Lilla, di un Vice consolato di 1ª categoria in Le Havre e modificazione della circoscrizione territoriale del Consolato generale di 1ª categoria in Parigi e determinazione della circoscrizione del Consolato di 1ª categoria in Lilla.

N. 1557. Decreto del Presidente della Repubblica 12 settembre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro, il Consolato di 1ª categoria in Nantes e il Vice consolato di 1ª categoria in Lilla sono soppressi e sono istituiti un Vice consolato di 1ª categoria in Nantes alle dipendenze del Consolato generale in Parigi, un Consolato di 1ª categoria in Lilla, un Vice consolato di 1ª categoria in Le Havre alle dipendenze del Consolato generale in Parigi e viene modificata la circoscrizione territoriale del Consolato generale di 1ª categoria in Parigi e viene stabilita la circoscrizione territoriale del Consolato di 1ª categoria in Lilla.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 gennaio 1952
Atti del Govero, registro n. 49, foglio n. 1. — FRASCA

LEGGE 10 gennaio 1952, n. 2.

Disposizioni relative alla applicazione dell'imposta di famiglia per l'anno 1952.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Limitatamente all'applicazione dell'imposta di famiglia per l'anno 1952:

a) il termine del 1° agosto fissato dall'art. 273 del testo unico per la finanza locale 14 settembre 1931, numero 1175, e successive modificazioni, è prorogato sino a due mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge;

b) la Giunta municipale, in deroga agli articoli 276 e 277 del testo unico per la finanza locale 14 settembre 1931, n. 1175, e successive modificazioni, può frazionare in distinti provvedimenti, da deliberarsi non oltre il 10 dicembre 1952, la compilazione dell'elenco delle variazioni.

I singoli elenchi delle variazioni sono depositati negli uffici comunali per venti giorni consecutivi, a decorrere dal giorno immediatamente successivo a quello in cui sono state adottate le rispettive deliberazioni della Giunta municipale. Le notifiche ai contribuenti debbono essere eseguite nei periodi dei singoli depositi.

Per i ricorsi diretti ad ottenere che l'imposta sia applicata in giusta misura a chi risulti indebitamente esonerato o insufficientemente colpito, il termine decorre dall'ultimo giorno di deposito dell'ultimo elenco di variazione.

Art. 2.

Per l'anno 1952 le partite dell'imposta di famiglia, divenute definitive, e le parti non contestate delle partite rettificate d'ufficio possono essere iscritte, oltre che nel ruolo principale e in quelli suppletivi, anche in ruoli speciali.

Tutti i ruoli suddetti, una volta resi esecutivi dall'intendente di finanza, dovranno essere depositati per cinque giorni consecutivi nell'ufficio comunale.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 gennaio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI — SCELBA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

LEGGE 10 gennaio 1952, n. 3.

Provvidenze a favore delle aziende agricole danneggiate dalle alluvioni e mareggiate dell'estate e autunno 1951.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

A favore delle aziende agricole danneggiate dalle alluvioni e mareggiate dell'estate e autunno 1951, è autorizzata, con le modalità e nella misura di cui appresso, la concessione di contributi in conto capitale ed il concorso nel pagamento degli interessi sui mutui contratti, ai fini del ripristino dell'efficienza produttiva delle aziende medesime.

Art. 2.

Il contributo sarà concesso per le spese occorrenti:

a) alla ricostruzione e riparazione di fabbricati ed altri manufatti rurali, di strade poderali, di canali di scolo e di provvista di acqua, nonchè ai lavori di ricostruzione e riparazione dei muri d'argine a difesa dei fondi rustici;

b) al ripristino della sistemazione per la coltivabilità dei terreni;

c) al ripristino delle piantagioni arboree ed arbustive, riparazione e acquisto per sostituzione di macchine ed attrezzature agricole, nonchè degli impianti per la conservazione o per la trasformazione dei prodotti dell'azienda;

d) all'acquisto di sementi;

e) alla ricostituzione delle scorte vive e morte distrutte.

Per gli interventi di cui alle lettere *a*), *b*), *c*), il contributo non può eccedere il limite del 67 per cento, del 52 per cento e del 40 per cento della spesa rispettivamente per le piccole, medie e grandi aziende. Per gli interventi di cui alle lettere *d*) ed *e*) il contributo è del 40 per cento e spetta soltanto alle piccole aziende.

Per la classificazione delle aziende trovano applicazione i criteri previsti dal decreto legislativo Presidenziale 1° luglio 1946, n. 31.

Le cooperative che, tenuto conto del numero dei soci e dell'ammontare del patrimonio sociale sono assimilabili alle piccole aziende, godranno degli stessi contributi concessi a queste ultime.

Ai coltivatori diretti proprietari di fondi il cui reddito non ecceda le loro normali esigenze familiari ed i cui terreni non possano essere ripristinati a causa di frane che li abbiano assorbiti o a causa di erosione delle acque, sarà corrisposto un indennizzo fino al 70 per cento del valore che i terreni avevano anteriormente alle alluvioni.

La liquidazione dell'indennizzo è subordinata alla dimostrazione, da parte del proprietario, del reimpiego della somma a scopi produttivi in agricoltura.

Art. 3.

Il contributo per le opere di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) del precedente art. 2, può essere corrisposto anche per le spese sostenute successivamente al verificarsi delle alluvioni e prima dell'entrata in vigore della presente legge, salvo detrazioni dall'ammontare di eventuali contributi a qualunque titolo ricevuti.

Analogamente potranno estendersi a queste spese le facilitazioni di cui al successivo art. 5.

Art. 4.

Qualora, per il migliore esito dei ripristini e delle ricostruzioni previste nelle lettere *a*), *b*), *c*) dell'art. 2 occorra coordinare le opere in fondi contermini, il compito può essere assunto da consorzi di proprietari comunque esistenti o da costituirsi a questo scopo. Il contributo è concesso al consorzio che ne tiene conto nella determinazione della quota di spesa dovuta in rimborso da ciascuno degli interessati.

Art. 5.

Per i mutui contratti per l'esecuzione delle opere di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) del precedente art. 2, sarà concesso il concorso dello Stato nel pagamento degli interessi, nella misura del 3,50 per cento.

Quando il concorso dello Stato negli interessi, ragguagliato in capitale al saggio del 5 per cento, sia inferiore al contributo assegnabile a termine del precedente art. 2 può essere concessa, come contributo, la differenza.

I mutui di cui al presente articolo possono essere concessi dagli Istituti di credito agrario anche in deroga alle vigenti disposizioni in materia.

Il concorso dello Stato negli interessi può — ove trattisi di piccole aziende — riguardare anche i mutui contratti per la differenza tra la spesa necessaria all'esecuzione delle suddette opere ed il contributo ottenuto ai sensi dell'art. 2.

Art. 6.

Il Tesoro è autorizzato, secondo apposita convenzione da farsi fra il Ministro per il tesoro, di concerto con quello per l'agricoltura e foreste, e gli Istituti esercenti il credito agrario, a concedere anticipi agli Istituti predetti fino all'ammontare di 5 miliardi di lire per la concessione dei mutui di cui all'art. 5, anche sotto forma di accettazione di cartelle da essi emesse quando trattasi di operazioni di credito agrario di miglioramento.

Art. 7.

Per i mutui concessi dagli Istituti autorizzati ad esercitare il credito agrario di miglioramento e che sono già in ammortamento alla data della presente legge — sempre che il mutuatario si trovi nelle condizioni previste dall'art. 1 — l'importo della rata scadente entro il 31 dicembre dell'anno in corso, aumentata dei relativi interessi, potrà formare oggetto di nuovo mutuo da parte dello stesso istituto mutuante, di durata pari a tutto o a parte del residuale periodo di ammortamento del mutuo originario. A tale nuovo mutuo sono automaticamente estese, con lo stesso grado, tutte le garanzie che assistono il mutuo originario, bastando, a tal fine, il semplice annotamento della nuova concessione a margine delle formalità ipotecarie e di trascrizione pubblicate in dipendenza del contratto originario di mutuo.

Le facilitazioni previste nel comma precedente sono estese anche alle altre rate che scadranno entro il 31 dicembre 1952.

La dilazione, di cui al presente articolo, non comporta alcuna modifica di contributo statale, dal quale i mutui originari siano già assistiti.

Art. 8.

Gli atti e i contratti relativi ai mutui ed alla ratizzazione di cui agli articoli precedenti sono esenti da tasse di bollo e dalle imposte di registro ed ipotecarie, salvi gli emolumenti spettanti ai conservatori dei registri immobiliari.

Gli onorari notarili per gli atti e i contratti predetti sono ridotti alla misura di un quarto.

Art. 9.

Nelle Provincie danneggiate è istituita una Commissione composta dal prefetto che la presiede, dal capo dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura e dall'intendente di finanza.

La Commissione, sentito il Comitato provinciale della agricoltura, tenendo presente la disponibilità dei fondi assegnati alla Provincia, determina i criteri di massima da seguire nella concessione dei contributi avuto riguardo alle necessità di favorire le aziende di minore ampiezza, quelle che abbiano subìto il maggior danno, ed in generale, all'opportunità di graduare l'entità dell'intervento secondo lo stato di depressione della economia agricola della zona.

La concessione va in ogni caso subordinata alla condizione che l'entità del danno subìto dall'azienda, compreso quello relativo ai frutti pendenti, abbia compromesso la capacità finanziaria del titolare dell'azienda stessa.

La Commissione esprime inoltre il suo preventivo parere per ogni singola concessione.

Art. 10.

Sono ammessi al contributo coloro che abbiano interesse alla ricostruzione dell'azienda. Per i conduttori non proprietari, il sussidio si riferisce alle sole spese per riparare i danni subìti nei beni strumentali, a termine delle lettere *d*) ed *e*) dell'art. 2. A quanti fra essi abbiano eseguito nel fondo migliorie, previste da contratto col proprietario, spetterà il contributo per il ripristino delle opere di miglioria, alle quali abbiano provveduto. Quando il fondo è condotto in forma associativa, il contributo di cui alle lettere *b*), *c*), *d*) ed *e*) dell'art. 2 verrà ripartito in relazione alla quota afferente a ciascuna delle parti.

Art. 11.

Le alluvioni e mareggiate di cui all'art. 1 della presente legge, non possono costituire causa di risoluzione dei contratti agrari in corso.

I concessionari, gli affittuari, i coloni, i compartecipanti, i salariati fissi ed obbligati sono preferiti nella occupazione dei lavori aziendali di ricostruzione fondiaria e agraria.

Le rispettive prestazioni contrattuali delle parti restano sospese per il tempo e per le quantità per i quali la prestazione risulta impossibile.

Nel caso che in dipendenza delle alluvioni e delle mareggiate, si sia resa impossibile per il futuro la prosecuzione del preesistente contratto le parti ne concorderanno la nuova formulazione.

Art. 12.

Gli accertamenti preventivi e consuntivi, in ordine alla concessione del contributo, di cui all'art. 2 e del concorso nel pagamento degli interessi dei mutui di cui all'art. 5, sono demandati all'Ispettorato provinciale dell'agricoltura il quale vi provvede con le modalità previste dal decreto legislativo Presidenziale 1° luglio 1946, n. 31, e dal decreto legislativo Presidenziale 15 marzo 1947, n. 214, in quanto applicabili, e con ogni altro possibile mezzo di indagine, atto ad assicurare la corrispondenza della concessione del contributo alle finalità che la presente legge si propone. Per le opere indicate alla lettera *a*) dell'art. 2 il capo dell'Ispettorato provvede all'approvazione del progetto ed al collaudo.

L'Ispettorato provinciale dell'agricoltura, in caso di necessità, è autorizzato ad avvalersi dell'opera di persone estranee all'Amministrazione ai sensi e per le finalità previste dal n. 2 dell'art. 20 del decreto legislativo Presidenziale 15 marzo 1947, n. 214.

Art. 13.

Il capo dell'Ispettorato, sulla base della documentazione acquisita e del parere della Commissione di cui al precedente art. 9, liquida il contributo e ne dispone il pagamento in una o più soluzioni secondo la qualità del danno, mediante ordinativi tratti sui fondi antici-

pati con ordini di accreditamento dell'importo massimo di lire 50 milioni, che il Ministero dell'agricoltura è autorizzato ad emettere anche in deroga alle disposizioni contenute nell'art. 59 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, e nell'art. 285 del regolamento di contabilità generale dello Stato, approvato con regio decreto 23 maggio 1924, n. 827, per la parte relativa all'obbligo della presentazione dei rendiconti prima della emissione di ulteriori ordini di accreditamento a favore dello stesso funzionario delegato.

Gli ordinativi vengono sottoposti per il tramite della Ragioneria presso i Provveditorati alle opere pubbliche, al controllo degli uffici distaccati della Corte dei conti, ai sensi dell'art. 3, secondo comma, del decreto legislativo 14 giugno 1945, n. 355.

A questi uffici sono parimenti inviati dal capo dell'Ispettorato i rendiconti relativi alle somme all'uopo anticipategli.

Alle piccole e medie aziende ed alle cooperative ad esse assimilate saranno concesse anticipazioni sino al 20 per cento dell'ammontare del contributo, per la esecuzione delle opere di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) dell'art. 2, entro otto giorni dall'effettivo inizio dei lavori.

Art. 14.

Per provvedere alla concessione dei contributi di cui all'art. 2 è autorizzata la spesa di lire 5 miliardi da stanziarsi nell'esercizio finanziaro 1951-52 e per il concorso nel pagamento degli interessi previsti dall'art. 5 è autorizzata per 30 anni la spesa annua di lire 400 milioni a decorrere dall'esercizio finanziario 1951-52.

Art. 15.

E' autorizzata la spesa di lire 5 miliardi, per provvedere ai lavori di riparazione di danni causati alle opere pubbliche di bonifica nonchè alle opere di sistemazione dei bacini montani nelle Provincie di cui all'art. 1 della presente legge.

Quando i danni abbiano colpito interi complessi organici di opere di bonifica, la spesa di ripristino delle opere pubbliche è a totale carico dello Stato. Negli altri casi si applicano, ai fini dell'attribuzione della spesa, le norme contenute nel regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215.

Spetta al Ministero dell'agricoltura e foreste di riconoscere, sulla base degli accertamenti tecnici e sentito il Consiglio superiore dei lavori pubblici, la esistenza della condizione necessaria per l'attribuzione dell'intera spesa a carico dello Stato.

Il Ministero dell'agricoltura ha facoltà di corrispondere anticipatamente ai Consorzi di bonifica concessionari delle opere una somma non superiore al 20 per cento dell'importo complessivo della concessione, nei modi e nei termini stabiliti dall'art. 12 della legge 23 aprile 1949, n. 165.

Art. 16.

All'onere derivante dalla presente legge, viene destinata per l'importo di 10.400 milioni la maggiore entrata derivante dall'aumento dell'addizionale sulle imposte dirette ed indirette disposto dalla legge 2 gennaio 1952, n. 1.

Per gli anticipi previsti dall'art. 6 si provvederà col ricavato del prestito approvato con legge 14 dicembre 1951, n. 1325.

Si ricorrerà egualmente al suddetto prestito anche per le diverse e maggiori eventuali occorrenze nei limiti che saranno stabiliti con successive disposizioni legislative.

Il Ministro per il tesoro provvederà con proprio decreto alle occorrenti variazioni dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Per gli esercizi finanziari successivi al 1951-52 la spesa prevista all'art. 14 della presente legge sarà iscritta nello stato di previsione del Ministero predetto.

Art. 17.

Alla ripartizione, tra le Provincie interessate, delle somme destinate alle provvidenze di cui alla presente legge provvederà il Ministro per l'agricoltura e per le foreste con proprio decreto, sentiti preventivamente, per quanto riguarda le provincie delle Regioni a statuto speciale, gli Assessori dell'agricoltura.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 gennaio 1952

EINAUDI

De Gasperi — Fanfani — Scelba — Pella — Vanoni

Visto, *il Guardasigilli*: Zoli

DECRETO MINISTERIALE 7 dicembre 1951.

Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Bolzano.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 22 aprile 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Bolzano;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Bolzano n. 14207 in data 5 novembre 1951, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Prosch Giovanni, rappresentante dei coltivatori diretti, richiesta dall'associazione sindacale interessata, in quanto dimissionario, con il sig. Ueberbacher Riccardo della stessa associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il sig. Prosch Giovanni è sostituito con il signor Ueberbacher Riccardo, quale rappresentante dei coltivatori diretti, nella Commissione provinciale per il collocamento di Bolzano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 dicembre 1951

p. *Il Ministro*: Murdaca

(27)

DECRETO MINISTERIALE 31 dicembre 1951.
Nomina del vice presidente della Cassa di risparmio di Savona, con sede in Savona.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;
Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;
Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, e il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;
Visto il decreto Ministeriale del 14 maggio 1949, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 3 giugno stesso anno, con il quale l'ing. Paolo Delle Piane è stato nominato vice presidente della Cassa di risparmio di Savona;
Considerato che il predetto nominativo ha rassegnato le dimissioni;
Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

L'avv. Flaminio Buraggi è nominato vice presidente della Cassa di risparmio di Savona, con sede in Savona, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.
Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 dicembre 1951

Il Ministro: VANONI

(117)

DECRETO MINISTERIALE 9 gennaio 1952.
Costituzione delle Deputazioni di Borse valori per l'anno 1952.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 4 della legge sulle Borse valori 20 marzo 1913, n. 272 e gli articoli 6 e 7 del relativo regolamento approvato con regio decreto 4 agosto 1913, n. 1068;
Visto l'art. 22 del regolamento sulle Borse approvate con regio decreto 9 aprile 1925, n. 376;
Visto l'art. 1 del regio decreto-legge 29 luglio 1925, n. 1261, concernente il passaggio delle Borse valori alla competenza del Ministero delle finanze;
Visto il regio decreto-legge 30 giugno 1932, n. 815, contenente disposizioni sulle Borse valori;
Visto il decreto luogotenenziale 27 giugno 1944, numero 154, riguardante la ricostituzione del Ministero del tesoro;
Visto l'art. 13 del decreto legislativo luogotenenziale 19 aprile 1946, n. 321, riguardante il funzionamento delle Borse valori;

Decreta:

Le Deputazioni delle seguenti Borse valori sono così costituite per l'anno 1952:

BORSA DI ROMA

Deputati effettivi:
Direttore pro-tempore della sede di Roma della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;
Blumenstihl Paolo, per la Stanza di compensazione;
Bastianelli ing. Alfredo, Peroni Emilio, D'Amelio dott. Mario e Campos Venuti Ruggero, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.
Deputati supplenti:
Vicario avv. Luigi Riccardo, per l'Istituto di emissione;
Bruti Igino, De Scalzi dott. G. Battista e Turchetti Elio, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

BORSA DI MILANO

Deputati effettivi:
Direttore pro-tempore della sede di Milano della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;
Marca dott. Umberto, per la Stanza di compensazione;
Capietti dott. Pietro, Guida dott. Michele, Gelpi dott. Antonio e Tedeschi Gastone, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.
Deputati supplenti:
Paroli Lodovico, per l'Istituto di emissione;
Martinelli rag. Ginuseppe, Pivato prof. Giorgio e Alberti Angelo, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

BORSA DI TORINO

Deputati effettivi:
Direttore pro-tempore della sede di Torino della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;
Barra dott. Benedetto, per la Stanza di compensazione;
Ramella avv. Umberto, Ruffini Carlo, Brignone avv. Carlo e Gerbino avv. Angelo, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.
Deputati supplenti:
Vaccarino ing. Ernesto, per l'Istituto di emissione;
Petitti dott. Vito, De Michelis dott. Ugo e Varvelli dott. Aldo, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

BORSA DI GENOVA

Deputati effettivi:
Direttore pro-tempore della sede di Genova della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;
Parodi Giovanni Battista, per la Stanza di compensazione;
Rigacci Aurelio, Rinaldi Rinaldo, Brugnoli dottor Vittorio e Amprino Alfredo, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.
Deputati supplenti:
Cimaschi Virgilio, per l'Istituto di emissione;
Robbiano dott. Giovanni, Massone Adolfo e Vicini rag. Vincenzo, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

BORSA DI NAPOLI

Deputati effettivi:
Direttore pro-tempore della sede di Napoli della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;
Starace Francesco, per la Stanza di compensazione;
Lando dott. Arturo, Maresca dott. Alfonso, Grimaldi avv. Paolo e Squadrilli Alessandro, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.
Deputati supplenti:
Finiani prof. ing. Quirino, per l'Istituto di emissione;

Ascarelli ing. Emilio, Gherarducci dott. Aristide e Ruggiani rag. Fortunato, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

BORSA DI FIRENZE

Deputati effettivi:

Direttore pro-tempore della sede di Firenze della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;

Filippi rag. Giulio, Berti rag. Renzo e Moccia dott. Giuseppe, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

Deputati supplenti:

Nencioni rag. Tersilio, per l'Istituto di emissione;

Lami dott. Francesco e Caldini cav. Carlo, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

BORSA DI PALERMO

Deputati effettivi:

Direttore pro-tempore della sede di Palermo della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;

Orlando dott. Carlo, Pravatà rag. Giovanni e La Barbera dott. Giuseppe, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

Deputati supplenti:

Buonocore Salvatore, per l'Istituto di emissione;

Taddei rag. Mario e De Simone dott. Vincenzo, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

BORSA DI VENEZIA

Deputati effettivi:

Libonati dott. Francesco, delegato governativo;

Direttore pro-tempore della sede di Venezia della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;

Gianquinto dott. Antonio, Dal Palù dott. Giuseppe e Gianna rag. Giuseppe, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

Deputati supplenti:

Monico dott. Paolo, per l'Istituto di emissione;

Lovato dott. Guido e Pomi Francesco, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

BORSA DI BOLOGNA

Deputati effettivi:

Cavaliere rag. Giuseppe, delegato governativo;

Direttore pro-tempore della sede di Bologna della Banca d'Italia, per l'Istituto di emissione;

Giannantoni prof. Giuseppe, Magni rag. Arminio e Vignoli avv. Giuseppe, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

Deputati supplenti:

Veronesi dott. Carlo, per l'Istituto di emissione;

Pietra dott. Angelo e Berti Francesco, per la Camera di commercio, industria e agricoltura.

I funzionari, delegati dal Ministero del tesoro, presso le rispettive Borse valori, ai sensi dell'art. 1 del regio decreto-legge 30 giugno 1932, n. 815, faranno parte della Deputazione della rispettiva Borsa valori, come membri senza voto deliberativo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 9 gennaio 1952

Il Ministro: VANONI

(215)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione all'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia ad acquistare un terreno in Tortoreto.

Con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 22 novembre 1951, l'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia è stata autorizzata ad acquistare per il prezzo di L. 90.000 una striscia di terreno della superficie di mq. 75 retrostante alla Casa della Madre e del Bambino di Tortoreto, allo scopo di costruirvi un pozzo artesiano necessario per assicurare adeguatamente i servizi idrici della Casa stessa.

(157)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa « Alleanza cooperativa tra calzolai artigiani », con sede in Pesaro

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 4 gennaio 1952 la Società cooperativa « Alleanza cooperativa tra calzolai artigiani », con sede in Pesaro, costituita con atto in data 11 aprile 1945 del notaio dott. Giuseppe Fabbri, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza che occorra la nomina del liquidatore, non essendovi rapporti patrimoniali da definire.

(162)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 2.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 125 — Data: 4 maggio 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di La Spezia — Intestazione: Bottari Vincenzo fu Santi — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 251 — Data: 26 giugno 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Macerata — Intestazione: Ortenzi Valerio fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 18.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 929 — Data: 16 maggio 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Genova — Intestazione: Moresco Maria fu Giovanni Battista — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 2000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 7 dicembre 1951

Il direttore generale: DE LIGUORO

(6313)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

42ª Estrazione delle obbligazioni del Debito redimibile 3,50 % netto (1908)

Si notifica che il giorno 7 febbraio 1952, alle ore 10 in Roma, presso la Direzione generale del Debito pubblico, via Goito n. 1, in una sala aperta al pubblico, avrà luogo la 42ª estrazione delle obbligazioni del Debito redimibile 3,50 % netto (1908) 1ª categoria, creato con la legge 24 dicembre 1908, n. 731.

Le obbligazioni da estrarsi, giusta la tabella di ammortamento, sono 9400 sulle 97.320 attualmente vigenti.

I numeri delle obbligazioni sorteggiate, da rimborsarsi a cominciare dal 1º aprile 1952, saranno pubblicati in supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 gennaio 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(224)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 11

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 14 gennaio 1952

	Dollaro		Dollaro
Borsa di Bologna	624,90	Borsa di Palermo	624,91
» Firenze	624,90	» Roma	624,88
» Genova	624,90	» Torino	624,90
» Milano	624,90	» Trieste	624,90
» Napoli	624,90	» Venezia	624,90

Media dei titoli del 14 gennaio 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,10
Id. 3,50 % 1902	65,25
Id. 3 % lordo	64 —
Id. 5 % 1935	94,20
Redimibile 3,50 % 1934	69,475
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	69,375
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	68,95
Id. 5 % (Ricostruzione)	90,40
Id. 5 % 1936	90,475
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1959)	96,80
Id. 5 % 1960	96,725

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 14 gennaio 1952:

1 dollaro U.S.A.	L. 629,89
1 dollaro canadese	» 621,25

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120.78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Nomina del presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Venezia.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto in data 4 dicembre 1950, n. 61266/20400.12.87, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Venezia;

Vista la nota 9 novembre 1951, n. 24998, della prefettura di Venezia, con cui viene segnalata l'opportunità di provvedere alla sostituzione del presidente della Commissione dott. Giuseppe Migliore, nominato prefetto, con il vice prefetto dottor Giulio Bianchi;

Decreta:

Il vice prefetto dott. Giulio Bianchi è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso interno al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Venezia in sostituzione del vice prefetto dott. Giuseppe Migliore.

Roma, addì 16 novembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(65)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Grosseto.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto-legge 11 marzo 1934, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 13 luglio 1945, n. 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Prefetto di Grosseto in data 1º luglio 1949, con cui è stato indetto il concorso interno al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Grosseto;

Decreta:

E' nominata la Commissione per il concorso interno per titoli ed esami al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Grosseto.

La Commissione stessa è così costituita.

Presidente:
Guida dott. Giacinto, vice prefetto.

Membri:
Buonomini prof. Giulio;
Lelli prof. Giovanni;
Archetti prof. Italo, dell'Istituto superiore di sanità;
Vanni prof. Stefano.

Segretario:
Norelli dott. Vittorio.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Grosseto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Grosseto.

Roma, addì 20 novembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(62)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Annullamento dell'esito conseguito da un candidato nel concorso a cinquecentoventi posti di alunno d'ordine delle stazioni, riservato ai reduci di guerra, bandito con decreto Ministeriale 21 gennaio 1948.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto Ministeriale del 21 dicembre 1949, n. 2649, che approva la graduatoria di merito del concorso a cinquecentoventi posti di alunno d'ordine in prova delle stazioni, riservato a favore dei reduci di guerra, bandito con decreto Ministeriale 21 gennaio 1948, n. 5183;

Vista la relazione della Direzione generale delle ferrovie dello Stato (Servizio personale e affari generali) numero P.A.G. 41.24.218.ZR 194840 del 6 novembre 1951;

Sentito il Consiglio di amministrazione;

Decreta:

E' annullato nei confronti del nominato Vitaglione Vittorio l'esito del concorso a cinquecentoventi posti di alunno d'ordine in prova, riservato a favore dei reduci di guerra, per i precedenti penali emersi a carico del medesimo.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 21 novembre 1951

Il Ministro: MALVESTITI

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 dicembre 1951
Registro bilancio Trasporti n. 27, foglio n. 100. CASABURI

(88)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli ad un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento del disegno geometrico, architettonico, storia dell'arte e tecnologia nelle scuole d'arte di secondo grado (tabella B, n. 52).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti di istruzione secondaria e artistica;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale viene approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto Ministeriale 9 luglio 1949, col quale sono stati banditi i concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio nelle scuole e negli istituti d'istruzione artistica;

Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell'art. 9 del citato decreto Ministeriale 9 luglio 1949;

Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di disegno geometrico, architettonico, storia dell'arte e tecnologia nelle scuole d'arte di secondo grado (tabella *B*, n. 52);

Riconosciuta a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di disegno geometrico, architettonico, storia dell'arte e tecnologia nelle scuole d'arte di secondo grado (tabella *B*, n. 52), indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

1. Magnaguagno Antonio di Vittorio . . . punti 85 —
2. Garrisi Anita fu Antonio . . . » 53 —
3. Morassi Elvira fu Giovanni . . . » 48 —
4. Soraperra Giuseppe fu Michele . . . » 31,50
5. Vaccari Pietro Enzo di Mario . . . » 29 —
6. Roscotti Sandrino di Ettore . . . » 9,50

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 25 settembre 1951

p. *Il Ministro*: RESTA

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 dicembre 1951
Registro n. 40, *foglio n.* 341. — MAGNASCO

(38)

Graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli ad un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di disegno architettonico, costruttivo e teoria delle ombre nelle scuole d'arte di secondo grado (tabella B, n. 53).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti di istruzione secondaria e artistica;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale viene approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell'art. 9 del citato decreto Ministeriale 9 luglio 1949;

Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di disegno architettonico, costruttivo e teoria delle ombre nelle scuole d'arte di secondo grado (tabella *B*, n. 53);

Riconosciuta a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di disegno architettonico, costruttivo e teoria delle ombre nelle scuole di secondo grado (tabella *B*, n. 53), indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

1. Zabai Giovanni di Eugenio . . . punti 92,80
2. Pirondini Nello . . . » 77,50
3. Mataloni Marcello fu Fernando . . . » 59,64
4. Guidi Paradiso di Pietro . . . » 56,80
5. Garrisi Anita fu Antonio . . . » 47 —
6. Nuti Nuto di Natale . . . » 40 —
7. Cargnelutti Giulio di Francesco . . . » 37,50
8. Flori Fiorindo di Pompeo . . . » 25,50

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 25 settembre 1951

p. *Il Ministro*: RESTA

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 dicembre 1951
Registro n. 40, *foglio n.* 238. — MAGNASCO

(39)

Graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli ad un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di « ebanisteria, architettura e disegno professionale » negli istituti d'arte (tabella B, n. 40).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti i ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti di istruzione secondaria e artistica;
Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale viene approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;
Visto il decreto Ministeriale 9 luglio 1949, col quale sono stati banditi i concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio nelle scuole e negli istituti d'istruzione artistica;
Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell'art. 9 del citato decreto Ministeriale 9 luglio 1949;
Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli ad un posto di ruolo speciale transitorio di « ebanisteria, architettura e disegno professionale » negli istituti d'arte (tabella *B*, n. 40);
Riconosciuta a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria del concorso ad un posto di ruolo speciale transitorio di « ebanisteria, architettura e disegno professionale » negli istituti d'arte (tabella *B*, n. 40) indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

1. Caruso Paolo fu Vito . . punti 96,50
2. Gori Enzo fu Arturo . . . » 94,50
3. Zabai Giovanni di Eugenio » 92,80
4. Sassi Luigi fu Giuseppe . . » 86,50
5. Barillà Antonio fu Giuseppe . . » 82,80
6. Tortolini Vittorio fu Ferdinando . » 77,30
7. Pulcini Giovanni di Enrico » 39,80

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 25 settembre 1951

p. *Il Ministro*: RESTA

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *dicembre* 1951
Registro n. 40, *foglio n.* 339. — MAGNASCO

(40)

PREFETTURA DI POTENZA

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Potenza al 30 novembre 1948.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI POTENZA

Visti i decreti prefettizi 30 dicembre 1948, n. 3138, e 14 marzo 1950, n. 6876-San. vet., con i quali fu bandito pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento di sei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Potenza al 30 novembre 1948;
Visti i verbali della Commissione giudicatrice;
Ritenuto che detta Commissione ha proceduto all'espletamento del concorso ed alla formazione della graduatoria in conformità delle vigenti disposizioni di legge;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e la legge 1° marzo 1949, n. 55;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria generale del concorso di cui alle premesse:

1. Lardo dott. Luigi di Antonio . punti 77,705
2. Terracciano dott. Mario di Vincenzo . » 73,000
3. Coppola dott. Pasquale di Aurelio . » 69,511
4. Sena dott. Pasquale di Giuseppe . » 68,375
5. Ronchi dott. Sabino di Vincenzo (per età, nato il 13 novembre 1923) . . . » 67,000
6. Cariglia dott. Filomeno di Nicasio (nato il 1° aprile 1925) . » 67,000
7. Cestone dott. Antonio di Rocco . . » 64,451
8. Carucci dott. Carlo di Giovanni . . » 63,000
9. Tesi dott. Pietro di Eletto . . . » 62,375
10. Palma dott. Giuseppe di Antonio . . » 60,70
11. Formica dott. Filippo fu Francesco . . » 59,25
12. Racioppi dott. Senatro di Rocco . » 58,500
13. Di Taranto dott. Francesco di Modestino » 54,511
14. Porciello dott. Vittorio di Antonio » 52,625

Il presente decreto sarà pubblicato a termini di legge.

Potenza, addì 19 dicembre 1951

Il prefetto: MERCADANTE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI POTENZA

Visto il proprio decreto pari data n. 32980, con il quale viene approvata la graduatoria generale del concorso per il conferimento di sei posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1948, bandito con decreti prefettizi 30 dicembre 1948, n. 3138, e 14 marzo 1950, n. 6876-San. vet.;
Viste le domande dei concorrenti e le sedi chieste in ordine di preferenza;
Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati risultati idonei al concorso di cui alle premesse sono dichiarati vincitori delle sedi a lato di ciascuno indicate:

1) Lardo dott. Luigi di Antonio: Lauria;
2) Terracciano dott. Mario di Vincenzo: San Fele;
3) Coppola dott. Pasquale di Aurelio: Montemilone;
4) Sena dott. Pasquale di Giuseppe: consorzio di San Cirico Raparo;
5) Ronchi dott. Sabino di Vincenzo: consorzio di Rotonda ed uniti;
6) Cariglia dott. Filomeno di Nicasio: consorzio di Neopoli ed uniti.

Il presente decreto sarà pubblicato a termini di legge.
I sindaci ed i presidenti dei Consorzi veterinari interessati sono incaricati della esecuzione del presente decreto.

Potenza, addì 19 dicembre 1951

Il prefetto: MERCADANTE

(76)

PREFETTURA DI BOLOGNA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Bologna

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;
Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;
Ritenuto che la condotta di San Giovanni in Persiceto 2ª, a seguito di rinuncia del dott. Raimondi Luigi, invalido di guerra, vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;

Visto che i dottori Benelli Antonio, 3° graduato, Atzori Livio, 13° graduato, Fabbri Teodoro, 17° graduato, Grassi Francesco, 21° graduato, Bonafè Pietro, 22° graduato, hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;
Ritenuto che il dott. Fabbri Domenico, 25° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;
Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Fabbri Domenico è dichiarato vincitore della condotta di San Giovanni in Persiceto 2ª.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 17 dicembre 1951

Il prefetto: DE' SIMONE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;
Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;
Ritenuto che la condotta unica di Sasso Marconi, a seguito di rinuncia del dott. Tondi Emilio, 10° in graduatoria, vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;
Visto che i dottori Cargnel Antonio, 16° graduato, Malacarne Mario, 20° graduato, Bacchiani Unico, 26° graduato, hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;
Ritenuto che il dott. Morganti Giovanni, 31° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;
Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Morganti Giovanni è dichiarato vincitore della condotta unica di Sasso Marconi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 17 dicembre 1951

Il prefetto: DE' SIMONE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;
Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;
Ritenuto che la condotta unica di Bentivoglio, a seguito di decadenza del dott. Mirri Francesco, 5° in graduatoria, vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;
Visto che i dottori Atzori Livio, 13° graduato, Malacarne Mario, 20° graduato, Fabbri Domenico, 25° graduato, Scornazzani Pietro, 27° graduato, hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;
Ritenuto che il dott. Buonacucina Giovanni Battista, 29° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;
Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Buonacucina Giovanni Battista è dichiarato vincitore della condotta unica di Bentivoglio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 17 dicembre 1951

Il prefetto: DE' SIMONE

(70)

PREFETTURA DI COSENZA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cosenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Veduti i propri decreti n. 21596 e n. 21596/1 in data 18 giugno 1951;
Vedute le rinuncie presentate dalle vincitrici e le dichiarazioni di decadenza dalla nomina adottate dalle Amministrazioni comunali interessate;

Decreta:

Le seguenti partecipanti al concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia, indetto con decreti n. 41699 e n. 41699/B in data 27 dicembre 1950 e 13 gennaio 1951, sono dichiarate vincitrici della sede indicata a fianco di ciascuna:
Simoni Salva: San Fili.

Cosenza, addì 20 dicembre 1951

p. *Il prefetto*: MARCHESE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Veduti i propri decreti n. 21596 e n. 21596/1 in data 18 giugno 1951;
Vedute le rinuncie presentate dalle vincitrici e le dichiarazioni di decadenza dalla nomina adottate dalle Amministrazioni comunali interessate;

Decreta:

Le seguenti partecipanti al concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia, indetto con decreti n. 41699 e n. 41699/B in data 27 dicembre 1950 e 13 gennaio 1951, sono dichiarate vincitrici della sede indicata a fianco di ciascuna:
Gabriele Pia: San Lorenzo Bellizzi.

Cosenza, addì 23 dicembre 1951

p. *Il prefetto*: MARCHESE

(71)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.